

La banque qui partage vos réalités



2014

Rapport Annuel



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Administrateurs

Monsieur Bassirou FATY, (Etat du Sénégal), Président du Conseil

Monsieur Lamine LO (MAER)

Monsieur Aliou NDIAYE (MEF)

#### **Banque Ouest Africaine de Développement**

Monsieur Eric BIO

#### **Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest**

Monsieur Mamadou CAMARA

#### **Union Nationale des Coopératives Agricoles du Sénégal**

Monsieur Sidaty DIAGNE

#### **Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal**

Monsieur Mamadou CISSOKHO

#### **Société de Développement et des Fibres Textiles**

Monsieur Ahmed Bachir DIOP

#### **AMSA Assurances**

Madame Fatou Quinet DIENG

#### **Caisse de Sécurité Sociale**

Monsieur Mamadou Racine SY

#### **Contrôle Financier**

Monsieur Amadou Tidiane DIAW

#### **Délégation à la Réforme de l'Etat et à l'Assistance Technique**

Monsieur Alioune SARR

## COMITÉ DE GESTION

#### **Directeur Général**

Monsieur Arfang Boubacar DAFPE

#### **Contrôleur Général**

Monsieur Baboucar DIOUF

#### **Secrétaire Général**

Madame Marie Jeanne Gomis SECK

#### **Directeurs**

- M. Malick Ndiaye, Directeur du Crédit et du Réseau
- M. Magatte K. Thiam, Directeur des Opérations, des Engagements et du Risque
- M. Mademba Thiam, Directeur des Finances et de la Comptabilité
- M. Seydou Keita, Directeur de l'Informatique et de l'Organisation
- M. Youssouf Diagana, Directeur de la Conformité et du Risque Opérationnel

#### **Commissaires aux comptes**

Cabinet GAYE & ASSOCIES  
(Immeuble Pyramide villa N° 7 V.D.N)

#### **Cabinet MARIAME BAH**

(32, rue Wagane DIOUF Dakar)



# S O M M A I R E

**P. 08 1. NOTE DE CONJONCTURE**

**P. 26 2. ACTIVITE BANCAIRE**

**P. 27 2.1. MOBILISATION DES RESSOURCES**

**P. 28 2.1.1. Ressources clientèle**

**P. 30 2.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures  
et autres ressources affectées (tableau 4)**

**P. 30 2.1.3. Marché Monétaire**

**P. 30 2.2. EMPLOI DES RESSOURCES**

**P. 30 2.2.1. Opérations de crédit**

**P. 30 2.2.1.1. Crédit de campagne (tableau 3)**

**P. 30 2.2.1.2. Crédits ordinaires (tableau 3)**

**P. 30 2.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (tableau 2)**

**P. 31 2.2.1.4. Créances impayées (tableau 3)**

**P. 31 2.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (tableau 3)**

**P. 32 2.2.1.6. Encours global**

**P. 33 2.2.2. Autres emplois**

**P. 33 2.2.2.1. Portefeuille titres**

**P. 34 2.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires**

**P. 34 2.2.2.3. Activités de transfert d'argent**

**P. 36 2.2.2.4. Investissements**



**P. 38 3 RAPPORT FINANCIER**

**P. 38 3.1 COMPTE DE RESULTAT (TABLEAUX 1-2-5-6)**

**P. 38 3.1.1 CHARGES**

**P. 38 3.1.1.1 Charges d'exploitation bancaire**

**P. 38 3.1.1.2 Charges générales d'exploitation**

**P. 39 3.1.1.3 Autres postes**

**P. 39 3.1.2 PRODUITS**

**P. 39 3.1.2.1 Produits d'exploitation bancaire**

**P. 41 3.1.2.2 Autres produits**

**P. 41 3.1.3 RESULTATS**

**P. 41 3.2 BILAN (TABLEAUX 3-4)**

**P. 41 3.2.1 ACTIF DU BILAN**

**P. 42 3.2.2 PASSIF DU BILAN**

**P. 42 3.3 RATIOS PRUDENTIELS (TABLEAU 7)**





# 1. NOTE DE CONJONCTURE



# 1. NOTE DE CONJONCTURE

## ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'**environnement économique et financier international** est marqué en 2014 par une légère reprise dans la zone euro avec une croissance de 0,8% contre -0,4% en 2013, une légère décélération de la croissance aux Etats-Unis (+1,7% contre +1,9% en 2013) et dans les pays émergents et en développement (+4,6% contre +4,7 en 2013). Globalement, les dernières projections du Fonds Monétaire International tablent sur une croissance de l'économie mondiale de 3,3%, au même niveau qu'en 2013. En 2015, la croissance mondiale devrait s'améliorer, en s'inscrivant en hausse de 3,8%, sous l'impulsion d'un regain d'activité économique dans les pays avancés, dans un contexte de sortie de récession de la zone euro. En effet, l'Italie et l'Espagne devraient connaître une croissance positive, projetée respectivement à 0,8% et 1,7% à la suite de deux années successives de récession. En Allemagne et en France, la croissance de l'activité économique est attendue à 1,5% et 1,0% respectivement.

Au titre des **échanges commerciaux**, le volume du commerce mondial se conforterait modérément en 2014, avec une progression de 3,8%, stimulé essentiellement par les pays émergents et en développement dont les importations et les exportations de biens et services devraient progresser respectivement de 4,4% et 3,9%. Dans les pays avancés, les échanges avec le reste du monde ont connu une légère amélioration (importations et exportations projetées en hausse respectivement de 3,7% et 3,6%) dans un contexte de relance de la croissance dans la zone euro. En 2015, le dynamisme attendu dans les économies

avancées et dans celles émergentes et en développement devrait accélérer le rythme de progression des échanges internationaux à 5,0%.

Sur le **marché des matières premières**, la tendance des cours serait en légère hausse en 2014 après l'évolution négative constatée en 2013. En effet, les cours du baril de pétrole (BRENT, Dubaï et WTI) devraient s'établir légèrement en baisse de 1,3% par rapport à l'année précédente. Parallèlement, les cours des matières premières hors combustibles sont prévus en baisse de 3% en 2014 par rapport à 2013. En 2015, le cours du baril devrait s'inscrire en baisse de 3,3%.

S'agissant des **prix à la consommation**, ils ralentiraient, en 2014, sous l'effet de la tendance baissière des cours sur le marché international. Dans les économies émergentes et en développement, l'inflation s'établirait à 5,5 % en 2014 contre 5,9% un an auparavant, alors que dans les économies avancées, les prix progresseraient de 1,6% contre 1,4% en 2013. En 2015, l'inflation devrait rester à des niveaux modérés ; les prévisions tablent sur 1,8% dans les pays avancés et 5,6% dans les pays émergents et en développement.

Sur le **marché monétaire et financier**, le récent assouplissement des conditions financières sur les marchés internationaux pourrait, de nouveau, avoir pour effet de promouvoir l'expansion du crédit et l'accroissement des déficits des comptes courants. En effet, la Banque centrale européenne (BCE) a porté son taux de refinancement des banques primaires à



0,05%, soit une baisse de 10 points de base, et a également décidé de ramener son taux de rémunération des dépôts à -0,2% contre 0% précédemment. Cette décision de la BCE concourt à distribuer davantage de crédits pour financer les investissements et booster la croissance. Par ailleurs, la Banque centrale américaine (Federal Reserve), à travers sa politique ultra-expansive, continue d'influer sur les marchés internationaux, avec un taux directeur toujours faible.

Dans ce contexte de détente monétaire, les flux de capitaux à destination des pays émergents se sont redressés, même si la progression de l'activité économique reste généralement timide. Toutefois, les taux de change et les cours boursiers resteraient stables ou orientés à la hausse dans certains pays. En particulier, l'euro s'est raffermi par rapport au dollar et le taux de change euro/dollar s'établirait à 1,26 en 2014 contre 1,33 l'année précédente.



## SITUATION EN AFRIQUE ET DANS L'UEMOA

**L'Afrique subsaharienne** : la croissance resterait vigoureuse en passant de 4,9% en 2013 à 5,4% en 2014 et 5,5% en 2015. La vigueur de la demande interne, liée notamment aux investissements publics dans les infrastructures devraient contribuer à cette croissance. Cependant, des conditions de financement difficiles à l'échelle mondiale pourraient exercer un effet de frein, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la zone. Au Nigéria, la croissance devrait s'accroître de 0,8 point de pourcentage, pour s'établir à 7,1% en 2014 et 7,0% en 2015, par suite de la réparation des principaux oléoducs et de la poursuite de l'augmentation de la production des secteurs non pétroliers. La croissance devrait également s'accélérer dans d'autres pays, par suite de l'amélioration de la situation politique et sécuritaire au Mali, d'investissements massifs dans les activités minières en République démocratique du Congo et au Niger, et de l'arrivée à maturité d'investissements au Mozambique.

Au niveau de **l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, les économies ont fait preuve de résilience face à la morosité de la conjoncture internationale. A la faveur de la poursuite de la mise en œuvre de politiques qui ont contribué à consolider la stabilité du cadre macroéconomique, la croissance serait maintenue à un niveau satisfaisant.

Une accélération de l'activité économique au sein de l'Union est attendue au cours de l'année 2014. Le **taux de croissance du PIB de l'Union**, en termes réels, ressortirait à 7,0%, après 6,0% en 2013, en raison du dynamisme

des sous-secteurs de l'agriculture (+0,6 point de pourcentage) et des services (+0,4 point de pourcentage). La croissance serait également soutenue par le regain d'activités dans le secteur secondaire, sous l'effet des performances des industries agro-alimentaires, des unités de production minières et des BTP.

**L'inflation** devrait rester modérée dans la région en 2014, grâce à la poursuite de la désinflation dans les pays à faible revenu et aux perspectives favorables concernant l'évolution des prix des produits alimentaires. En Afrique subsaharienne, l'inflation globale suit une tendance à la baisse depuis le début de 2012, facilitée par le ralentissement, voire parfois le recul, des prix des produits alimentaires et par le maintien de politiques monétaires restrictives dans certains pays où naguère l'inflation était élevée.

Plusieurs **facteurs de risque** pourraient entraver la réalisation de performances économiques. Au titre de la conjoncture internationale, la lenteur de la reprise économique dans la Zone euro et le ralentissement du rythme d'expansion économique dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) pourraient infléchir les revenus des exportations des pays de l'Union et perturber le financement de certains projets d'investissement.

Au plan interne, la **situation sociopolitique de l'Union** s'est globalement améliorée mais les risques sécuritaires demeurent élevés et leur caractère transfrontalier renforce les menaces y afférentes pour l'ensemble de l'Union.

La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (**BRVM**) termine l'année sur une note positive par une hausse globale de 11,23%, induite par les performances observées dans les différents secteurs. En effet, le dynamisme du marché transparaît à travers l'indice BRVM Composite regroupant l'ensemble des titres cotés qui progresse de 11,23%, à 258,08 points. L'indice BRVM 10 (révisé tous les 3 mois), représentant les dix meilleures valeurs, s'améliore de 8,60%, à 267,53 points.

La **capitalisation boursière** de l'ensemble des titres cotés a connu une hausse de 12,18%, à 6 319 milliards de fCFA en fin décembre 2014 contre 5 633 milliards de fCFA à la même période en 2013. Ces performances s'expliquent principalement par les fortes transactions enregistrées sur les secteurs « Services Publics » et « Finances » surtout avec les nouvelles émissions de titres. En effet, le marché a enregistré, en 2014, la cotation de Bank of Africa Sénégal avec 1,2 million de titres admis au premier compartiment du marché des actions, l'augmentation de capital de BOA BF (100 000 actions nouvelles), de BOA NIGER (100 000 actions nouvelles) ainsi que le fractionnement de l'action SOLIBRA CI à raison de deux (2) actions nouvelles pour une (1) action ancienne.

Au total, le **marché des actions** a enregistré, au terme de l'année 2014, 104 229 601 titres transigés (contre 65 664 659 titres en fin décembre 2013) pour une valeur globale de 158,45 milliards de fCFA (contre 140,85 milliards de fCFA), soit une progression de 12,5% de la valeur des échanges du marché.

Pour sa part, la capitalisation boursière du **marché obligataire** a évolué de 6,17%, à 1 139 milliards de fCFA. Les volumes échangés ont progressé de 162% avec 6 196 307 titres transigés pour une valeur totale de 63,64 milliards de fCFA. Le compartiment obligataire a enregistré six (06) nouvelles admissions à la cote pour un montant total de 304,49 milliards de fCFA.



## SITUATION AU SENEGAL

**A**u **plan national**, les conditions internes plus propices imputables notamment au démarrage de la mise en œuvre du **Plan Sénégal Emergent** mais également à la consolidation des échanges avec le Mali, seraient profitables à l'économie sénégalaise. Des incertitudes pèsent néanmoins sur le sous-secteur agricole en raison du retard observé dans l'installation de l'hivernage dans la plupart des localités du territoire national. Toutefois, l'activité économique devrait afficher une nette progression par rapport à 2013, sous l'effet du regain de dynamisme dans l'industrie et les services. Au total, le taux de croissance du PIB réel est attendu à 4,5% en 2014 contre 3,5% un an auparavant.

**Dans le secteur primaire**, une légère progression de 0,8%, après une hausse de 3,3% l'année précédente, est attendue. Cette décélération, liée au sous-secteur agricole, reflète les incertitudes qui pèsent sur le bon déroulement de l'hivernage, au regard de l'installation tardive des pluies dans plusieurs localités du pays.

Par ailleurs, les prévisions météorologiques établies par l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM) ont fait état très tôt d'une pluviométrie qui serait déficitaire dans certaines zones du territoire national. Dans ce contexte, le Gouvernement a pris une série de mesures anticipatives afin d'atténuer l'impact d'une installation tardive des pluies sur la production agricole. Il s'agit, notamment, de la mise à disposition de variétés de semences de niébé et de mil à cycle court mieux adaptées à des situations de déficit pluviométrique. En termes de mise en place des

engrais, les prix de cession ont été revus à la baisse pour l'urée ainsi que pour ceux destinés à l'arachide et au mil.

Au total, **l'agriculture industrielle** est projetée en baisse de 3,4%, après un repli de 2,3% en 2013, traduisant ainsi le repli attendu dans la production arachidière. Dans l'agriculture vivrière, l'augmentation de la production horticole atténuerait la faiblesse de la production céréalière. Elle s'inscrirait, dès lors, dans la même tendance haussière qu'en 2013, soit avec une progression de 1,3%. Ainsi, **le sous-secteur agricole est projeté en légère hausse de 0,1%, en 2014**, après une progression de 0,3% l'année précédente.

La mauvaise performance du sous-secteur agricole devrait être atténuée par la progression des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche.

En effet, **les activités d'élevage** se renforceraient de 1,5% en 2014 contre une hausse de 8,9% un an auparavant. Ce ralentissement reflète la contraction des abattages de bovins (-1,8%) et d'ovins (-30,3%), mais également de la production de volaille (-0,7%). Cette tendance baissière serait modérée par la vigueur de la production de lait brut attendue en hausse de 8,3% en 2014, à la faveur des importantes mesures prises par les autorités, notamment à travers l'insémination artificielle, pour promouvoir le lait local.

Dans le **sous-secteur de la pêche**, l'activité est projetée en hausse de 1,5% en 2014, après une progression de 0,9% en 2013. Cette amélioration est tirée par la pêche industrielle

dont les débarquements ont nettement augmenté au cours du premier semestre de 2014 (+10,1%), sous l'impulsion de la relance de l'industrie de transformation de poisson. Sur la même période, les débarquements de la pêche artisanale se sont, en revanche, contractés de 2,2%, traduisant ainsi la persistance des difficultés de la filière, toujours confrontée à la rareté de la ressource.

**Dans le secteur secondaire**, l'activité tirerait avantage de la relance des sous-secteurs des corps gras alimentaires, de la fabrication de sucre, des produits chimiques et des matériaux de construction conjuguée notamment au dynamisme des BTP. Ainsi, le secteur est projeté en hausse de 4,9% en 2014, après une contraction de 1,5% l'année précédente.

Concernant **le secteur tertiaire**, le regain de dynamisme, noté l'année précédente, se prolongerait en 2014, favorisé notamment par les postes et télécommunications de même que les services financiers. Néanmoins, les activités commerciales, le transport ainsi que les services d'hébergement et de restauration seraient affectés par les menaces liées à l'épidémie à virus Ebola. Au total, les services se conforteraient de 5,6% en 2014 contre 6,4% en 2013.

### Gestion des finances publiques :

Au terme de la gestion de 2014, le déficit budgétaire, dons compris, devrait s'améliorer de 0,4% point de PIB passant de 400,4 milliards (5,5% du PIB) en 2013 à 396,4 milliards (soit 5,1% du PIB) prévu en 2014, à la faveur notamment des importantes réformes engagées pour l'amélioration des finances

publiques ainsi que de l'impact attendu du démarrage de la mise en œuvre du PSE. En effet, en 2014, la politique en matière de finances publiques et d'endettement s'est inscrite dans une trajectoire prudente afin de préserver la stabilité macroéconomique. Ainsi, la mobilisation des ressources devrait bénéficier de la deuxième année de mise en œuvre de la réforme fiscale ; quant aux dépenses publiques, l'optique de rationalisation des charges de fonctionnement devrait être maintenue afin de renforcer l'investissement dans le contexte de la mise en œuvre du PSE.

### Les données macro-économiques s'établissent comme suit :

- Globalement, le **taux de croissance du PIB réel**, ressortirait à 4,5% en 2014 contre 3,5% un an auparavant, porté par la relance dans le secteur secondaire et la vigueur dans les services.
- Au titre des prix, **l'inflation**, mesurée par le déflateur du PIB, devrait s'établir à 0,8% contre -1,4% en 2013, dans un contexte de détente du cours du baril de pétrole brut. S'agissant de l'inflation, mesurée par **l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)**, elle affiche une baisse de 0,8% sur les huit premiers mois de 2014.
- En termes de **compétitivité-prix**, l'économie sénégalaise a connu, en moyenne sur les huit premiers mois de 2014, un regain évalué 0,4% par rapport à la même période en 2013. Cette performance résulte de la baisse des prix intérieurs atténués, toutefois, par l'appréciation du FCFA (+2,5%) vis-à-vis des monnaies des principaux partenaires.

- **Les ressources totales** de l'Etat sont projetées en hausse de 12,1%, passant de 1 659 milliards en 2013 à 1 860,3 milliards en 2014. Ces ressources sont constituées de recettes budgétaires pour 1 536,3 milliards, des dons pour 228,6 milliards, des ressources sur MITTAL de 45 milliards et de celles du FSE pour 50,4 milliards. Cette hausse est imputable, notamment, aux recettes budgétaires, aux dons et à un versement reçu de MITTAL. S'agissant des **recettes budgétaires**, elles sont réparties en recettes fiscales pour 1 459,4 milliards et en recettes non fiscales pour 76,9 milliards, et devraient enregistrer une hausse de 7,2%. Cet accroissement est imputable à la progression des recettes fiscales de 8,7% qui a concouru à atténuer la baisse des recettes non fiscales à hauteur de 14,7%. La hausse des recettes fiscales est portée par les impôts indirects, les droits de douane et les impôts directs, avec des hausses respectives de 10%, 8,8% et 7,2%.

respectivement à 560 milliards et 368 milliards, soit des augmentations respectives de 17,3% et 13,6%. Le ratio « dépenses en capital sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales » ressortirait ainsi à 38,4% (35,3% hors MITTAL) auparavant, soit au-dessus du plancher communautaire fixé à 20%. Cette accroissement reflète notamment la volonté des autorités d'accélérer l'exécution des projets d'investissement structurants dans le cadre du PSE. Les dépenses en capital sur ressources extérieures, pour leur part, devraient s'effectuer essentiellement sous forme de prêts projets pour 137,3 milliards et de dons en capital pour un montant de 190,7 milliards.
- Les **dépenses publiques** sont projetées à 2 256,7 milliards à fin 2014 contre 2 059 milliards en 2013, soit un accroissement de 197,7 milliards (+9,6%). Cette progression résulterait de la hausse des dépenses d'investissement et, dans une moindre mesure, de celles courantes respectivement de 15,8% et 4,7%.
- Les **dépenses d'investissement** devraient se renforcer à hauteur de 126,7 milliards pour se situer à 928 milliards en 2014, à la faveur aussi bien des dépenses d'investissement sur ressources internes que sur ressources externes. Ces dernières sont attendues
- Quant aux **dépenses courantes**, elles devraient passer de 1 262,8 milliards à 1 321,7 milliards entre 2013 et 2014, soit une progression de 4,7%, imputable essentiellement à la hausse des intérêts sur la dette publique et, dans une moindre mesure, aux dépenses de fonctionnement et de personnel.
- L'encours de la **dette publique totale** passerait de 3 341,7 milliards en 2013 à 3 738,1 milliards à fin 2014, soit un accroissement de 11,9%. Il représenterait ainsi 48,5% du PIB en 2014 contre 45,7% un an auparavant. Il demeure en dessous de la norme de 70% retenue dans le cadre du pacte de convergence de l'UEMOA. Il est projeté à 2 749,8 milliards au titre de la dette extérieure et 988,3 milliards pour la dette intérieure. Quant au service de la dette publique extérieure en 2014, il s'est positionné respectivement à 7,8% des

recettes budgétaires et 5,7% des exportations de biens et services, contre des plafonds de 22% et 25% retenus dans le cadre de l'analyse de viabilité de la dette publique.

**La situation des institutions monétaires**, entre 2013 et 2014, est marquée par une amélioration de 92 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 13,4% du crédit intérieur et une expansion de la masse monétaire de 13,9%.

**La position extérieure nette des institutions monétaires** est estimée à 950,3 milliards en 2014 contre 858,3 milliards en 2013, soit un renforcement de 92 milliards reflétant l'amélioration des **avoirs extérieurs nets** de la BCEAO.

En 2014, **l'encours du crédit intérieur** est estimé à 2 910,2 milliards contre 2 565,3 milliards en 2013, soit une hausse de 344,9 milliards, traduisant la progression plus importante des crédits à l'économie (+255 milliards) que celle de la **Position Nette du Gouvernement** (+89,9 milliards). Au total, le taux de financement bancaire de l'économie est évalué à 35,6% en 2014 contre 33% un an auparavant, soit un gain de 2 points de pourcentage.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, **la masse monétaire** est estimée en hausse de 13,9% en 2014 contre une progression de 8% en 2013. Cet accroissement de la liquidité globale se traduirait par un renforcement aussi bien des dépôts bancaires (+399,2 milliards) que de la circulation fiduciaire (+37,7 milliards).

Au total, le taux de liquidité globale de l'économie passerait de 42,8% en 2013 à 46,8% en 2014, soit une hausse de 4 points de pourcentage.

Conformément aux orientations dégagées par la **loi de finances de 2015**, la gestion budgétaire s'inscrira dans la poursuite d'une maîtrise du déficit budgétaire dans un contexte de mise en œuvre d'importantes réformes et de démarrage des projets prioritaires du Plan Sénégal Emergent. Elle s'appuiera sur le renforcement de la mobilisation des ressources ainsi que la rationalisation des dépenses de fonctionnement conjuguée à une plus grande efficacité des investissements publics. Cette politique devrait permettre de dégager davantage de marges budgétaires au profit des investissements prioritaires du PSE. Globalement, la politique des finances publiques et celle d'endettement resteront prudentes afin de préserver la stabilité macroéconomique. Par conséquent, **le déficit budgétaire dons compris** est attendu à 371,4 milliards, soit **4,5% du PIB**.



## Evolution des secteurs économiques

### AGRICULTURE

**A**vec un total de **2 252 172 hectares** toutes cultures confondues contre 2 243 325 ha en 2013/2014, les superficies emblavées durant la campagne 2014/2015 ont enregistré une légère hausse de 0,4 %. Cependant, par rapport à la moyenne des cinq (05) dernières années (2009 à 2013), le niveau actuel d'emblavures a baissé de 9,4 %, soit en valeur absolue -236 149 hectares.

**Les céréales** occupent 1 125 622 hectares et représentent 50% des superficies cultivées. Les emblavures en céréales sont en baisse de 0,4% par rapport à 2013/2014 et de

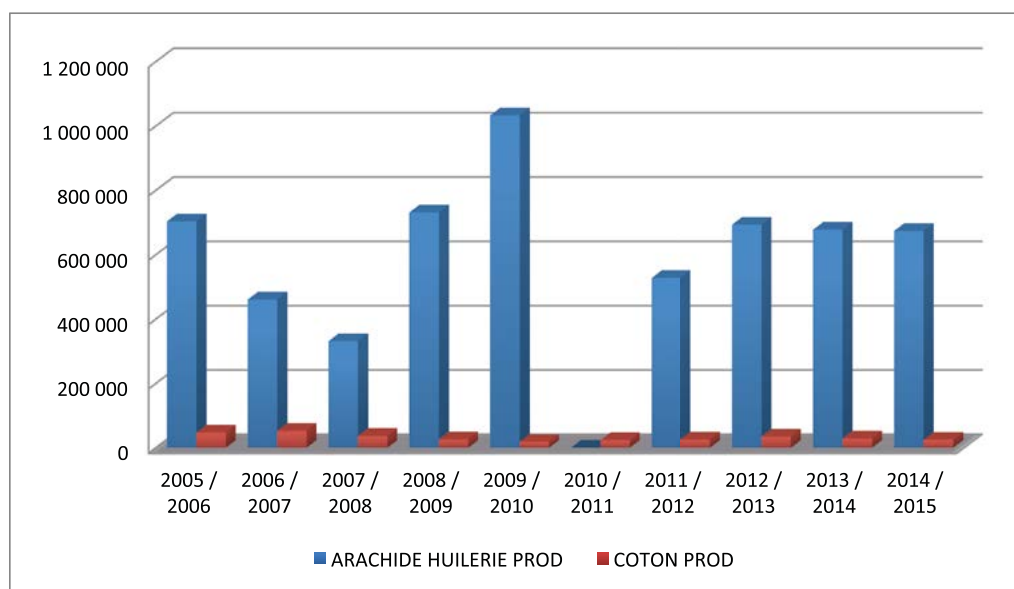
15% par rapport à la moyenne des cinq (05) dernières années. La baisse des superficies durant la campagne 2014/2015 est imputable en partie à l'installation tardive de la saison des pluies dans certaines zones et des pauses pluviométriques qui ont occasionné de nombreux cas de ressemis et d'abandons de cultures.

**Les productions obtenues**, les superficies emblavées et les rendements atteints par spéculation industrielle sont consignés dans la série des dix dernières campagnes comme l'atteste le tableau qui suit.

ANNEES	ARACHIDE HUILERIE			COTON		
	SUP	PROD	RENDT	SUP	PROD	RENDT
2005 / 2006	772 305	703 373	911	38 220	46 709	1 222
2006 / 2007	594 264	460 481	775	43 772	52 422	1 197
2007 / 2008	607 214	331 195	703	43 157	36 695	850
2008 / 2009	838 843	731 210	872	32 514	26 239	807
2009 / 2010	1 059 093	1 032 651	975	22 743	18 495	813
2010 / 2011	1 195 573	1 063 652	890	27 582	23 434	850
2011 / 2012	865 770	527 528	609	26 642	25 374	952
2012 / 2013	708 956	692 572	977	33 694	34 753	1 031
2013 / 2014	916 750	677 456	739	32 260	28 818	893
2014 / 2015	878 659	673 736	767	25 057	24 361	972



## Production d'arachidière et du coton de 2005 à 2015



## CULTURES INDUSTRIELLES

Malgré l'installation tardive de l'hivernage, la production de cultures industrielles et d'exportation s'accroîtrait de 22% entre les campagnes agricoles 2013/2014 et 2014/2015. Cette hausse de production serait tirée par les bonnes performances des cultures de niébé (+57%), de manioc (+76%), de pastèque (+69%) et de sésame (+175%). Pour ces spéculations, la bonne tenue s'explique par l'augmentation des superficies cultivées conjuguée à l'utilisation de semences à cycles courts. Par contre, des baisses respectives de production de 1% et 15% seraient notées concernant l'arachide d'huilerie et le coton, en rapport avec la diminution des superficies cultivées.

### - Arachide

Les résultats de production d'arachide sont sensiblement égaux à ceux de la campagne 2013/2014 et connaissent une baisse de 21% comparés à la moyenne des cinq (05) dernières années. Cela s'expliquerait, comme susmentionné, par les conditions pluviométriques aléatoires et les difficultés d'accès des producteurs aux intrants subventionnés.

### - Coton

La production de coton a été impactée négativement d'une part par l'installation tardive de l'hivernage se traduisant par la baisse sensible des emblavures et d'autre part par la compétition des activités aurifères notamment dans la région de Kédougou. On note ainsi une baisse de 15% par rapport à l'année dernière et de 8% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

### - Tomate

Les productions de tomate industrielle et cerise dans la Vallée du fleuve ont enregistré un net recul en 2014 du fait de la baisse des emblavures liées aux difficultés rencontrées en début de campagne lors de la signature des contrats avec le leader la SOCAS qui souhaitait notamment

une révision des conditions d'octroi des autorisations d'importation de triple concentré devant être corrélées avec les parts respectives dans la production locale de chacune des trois industries (Takamoul, Agroline et Socas).

## CULTURES VIVRIERES

Les céréales, d'une manière générale, ont enregistré une baisse de la production brute de 2 % par rapport à la campagne 2013/2014 et de 17 % par rapport à la moyenne des cinq (05) dernières années. Cette baisse est plus marquée par le mil et le maïs avec -21 % chacun ; elle est imputable à la réduction aussi bien des superficies que

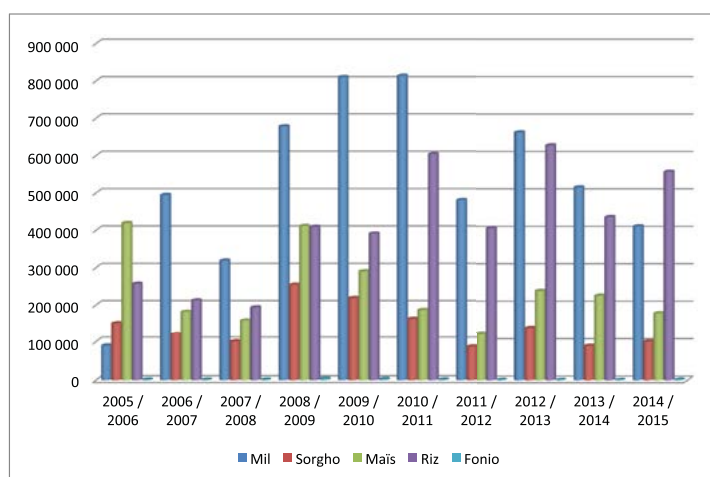
des rendements. Le sorgho, le riz et le fonio enregistrent des hausses respectives de 11 %, 28 % et 46 % par rapport à la campagne précédente.

Les productions céréalières enregistrées se déclinent dans le tableau ci-dessous :

### Evolution de la production céréalière en tonnes de 2005 à 2014 (en tonnes)

ANNEES	Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Fonio	Total
2005 / 2006	88 946	150 739	419 314	256 647	1 214	1 516 860
2006 / 2007	494 345		181 585	212 377	889	1 010 198
2007 / 2008	318 822	100 704	158 266	193 379	1 068	772 239
2008 / 2009	678 170	253 770	411 499	408 840	4 425	1 756 704
2009 / 2010	810 121	218 696	290 283	391 271	3 085	1 713 456
2010 / 2011	813 295	162 599	186 511	604 043	1 374	1 767 822
2011 / 2012	480 759	86 865	124 092	405 824 824	1 735	1 099 275
2012 / 2013	662 614	139 372	238 960	627 516	1 497	1 669 959
2013 / 2014	515 365	92 029	225 902	436 153	1 488	1 270 937
2014 / 2015	411 290	104 011	178 732	557 075	2 179	1 253 287

## Evolution de la production céréalière de 2005 à 2014



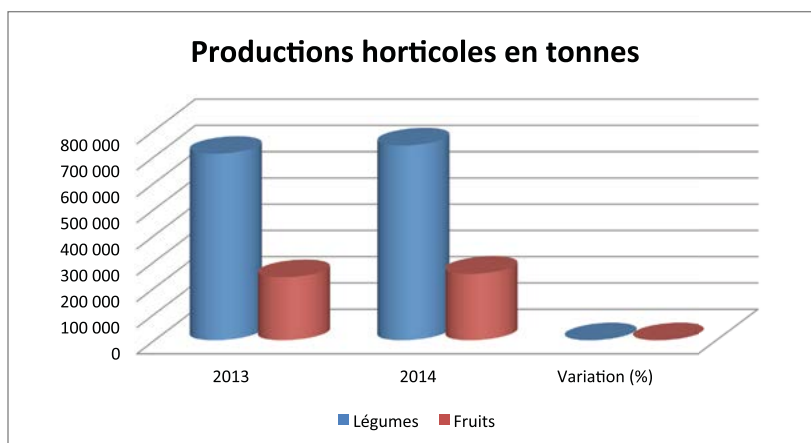
## HORTICULTURE

La production horticole de la campagne 2014/2015 s'établirait à 995 000 tonnes, en hausse de 4,7%, par rapport à la campagne précédente. Cette situation est imputable aux performances qu'enregistreraient les productions de légumes (+4,5%) et de fruits (+5,4%). Les légumes représenteraient 75% de

la production horticole en 2014/2015 contre 25% pour les fruits. Par ailleurs, 82 124 tonnes de fruits et légumes (8,3% de la production totale) seraient exportées en 2014/2015 contre 67 001 tonnes en 2013/2014, soit une augmentation de 22%.

### Productions horticoles en tonnes

	2013	2014	Variation (%)
Légumes	710 000	741 950	+4,5%
Fruits	240 000	252 960	+5,4%



## INDUSTRIE

**A**u terme du quatrième trimestre de 2014, **le secteur secondaire** a progressé de 0,3%, en variation trimestrielle. Cette situation reflète, essentiellement, les bonnes performances des extractives (+29,7%), de la production de sucre et de l'énergie (+0,4%), principalement contrebalancées par les faibles résultats notés dans l'égrenage de coton et la fabrication de textile (-59,3%), les industries chimiques (-18,2%), les industries métallurgiques (-24,1%) et dans la construction (-2,5%).

En glissement annuel, le secteur secondaire a crû de 1,6%, en liaison avec les activités extractives (+40,3%), l'énergie (+10,6%) et la construction (+10,3%). Une progression du secondaire de 3,3% est, également, notée sur l'année 2014 comparativement à 2013, tirée par l'énergie (+6,5%) et la construction (+11,5%).

Après deux trimestres consécutifs de baisse, l'activité du sous-secteur des **industries extractives** a renoué avec la croissance (+29,7%) au quatrième trimestre 2014. Cette reprise est en ligne avec la bonne orientation des productions d'or brut (+33,1%), de phosphate de calcium (+14,9%) et d'attapulgite (+35,4%).

Au quatrième trimestre de 2014, **la production de ciment** s'est repliée de 3,9%, en variation trimestrielle, du fait notamment d'un arrêt technique en octobre 2014, lors de l'entretien annuel de certaines installations d'une des

cimenteries et de la baisse de 2,5% de la demande locale, atténuée, toutefois, par les ventes à l'étranger. Comparativement à la même période de 2013, l'activité des cimenteries a enregistré une hausse de 6,7% au dernier trimestre de 2014, en liaison aussi bien avec la demande locale (+10,3%) que celle étrangère (+5,8%).

Sur l'année 2014, une progression de 8,1% de la production de ciment est notée, comparativement à 2013, en rapport, principalement, avec la bonne tenue des ventes locales (+11,5%).

Dans la fabrication de **corps gras alimentaires**, les difficultés structurelles de l'industrie d'huilerie, qui souffre de réels problèmes de compétitivité liés notamment aux coûts de production élevés, continuent de peser sur le développement de la branche. En moyenne, sur la période 2011-2013, cette dernière s'est repliée de 19,6%. Cependant, l'activité devrait se relancer en 2014, à la faveur de l'appui de l'Etat en faveur du redressement de la filière. Dès lors, le sous-secteur est attendu en hausse de 6,5% contre un recul de 26,1% en 2013.

Concernant la fabrication de **produits chimiques**, un début de redressement est escompté dans le courant de l'année 2014, à la faveur de la recapitalisation des Industries Chimiques du Sénégal à travers l'entrée dans le capital de l'entreprise de partenaires indonésiens, à

hauteur de 100 millions de dollars. Ainsi, la production d'acide phosphorique, ainsi que celle d'engrais, sévèrement affectées par les pannes récurrentes et l'insuffisance des intrants, devraient se relancer sous l'impulsion des investissements destinés à remettre sur pied l'outil de production. Globalement, le sous-secteur est attendu en hausse de 2,3% en 2014 après un recul de 24,6% en 2013.

Quant à l'**activité d'égrenage de coton et de fabrication de textiles**, elle tirerait profit de la bonne campagne de 2013 caractérisée par une production de 32.248 tonnes de coton contre 25.376 tonnes en 2012. Globalement, l'activité du sous-secteur est attendue en hausse de 5% en 2014 après une progression estimée à 2,1% en 2013.

L'activité de **raffinage de pétrole** s'est repliée de 25,1% au quatrième trimestre 2014, en variation trimestrielle. Cette situation s'explique essentiellement par des ruptures fréquentes de la production de produits pétroliers finis dans la principale raffinerie du pays. Par rapport

au quatrième trimestre 2013, le raffinage de pétrole est en baisse de 17%. En moyenne sur l'année, un repli de 4,1% de l'activité est enregistré, en phase avec une baisse de 24,6% des importations d'huiles brutes de pétrole.

S'agissant du **sous-secteur de l'énergie**, il devrait progresser de 3,5% en 2014, soit à un rythme relativement modéré. Cependant, d'importants progrès ont été réalisés dans la fourniture d'électricité grâce à la réhabilitation des capacités de production mais également à travers la mise en place de capacités additionnelles, permettant, par conséquent, à la SENELEC de mieux prendre en charge la demande. Globalement, les productions d'électricité et d'eau se conforteraient respectivement de 4% et 2% en 2014.

En somme, en dépit de la bonne tendance perceptible dans le secteur secondaire, les difficultés structurelles de certains sous-secteurs d'activités demeurent une faiblesse quant à la consolidation de la croissance dans l'industrie.

### Evolution des principales productions industrielles (en tonnes)

	2013	2014	Variation (%)
<b>Ciment</b>	5 190 900	4 432 800	-15%
<b>Phosphates</b>	882 400	806 200	-8,60%
<b>Produits arachidières</b>	38 000	37 800	-0,50%
- Huile brute	15 800	30 800	95%
- Huile raffinée	22 200	7 000	-87%
- Tourteaux	0	0	0%
<b>Produits chimiques</b>	338 450	281 700	-17%
- Acide phosphorique	260 050	198 400	-23%
- Engrais solides	78 400	83 300	6%
<b>Produits pétroliers</b>	750 600	505 600	-33%

## ELEVAGE

En rythme trimestriel, l'activité d'élevage a légèrement progressé de 0,6% au quatrième trimestre 2014 après une baisse de 5,4% enregistrée un trimestre plus tôt. Cette situation est essentiellement imputable à la hausse de la production contrôlée de viande bovine (+6,0%) atténuée par la contraction des abattages de viande ovine (-4,7%). L'augmentation de l'offre de viande bovine a entraîné une baisse des prix de la viande de bœuf de 6,4% entre les deux derniers trimestres de 2014.

Sur l'année 2014, l'activité d'élevage a baissé de 4,7%, du fait des replis enregistrés dans l'abattage d'ovins (-21,9%) et, dans une moindre mesure, de bovins (-3,0%). Cette situation est liée à l'importance de l'abattage clandestin (moins de contrôle des forces de l'ordre) durant cette année comparativement à 2013 et au manque de pâturages causé par le démarrage tardif de l'hivernage.

### Evolution de l'abattage contrôlé au Sénégal (en nombre de têtes)

Cheptel	2013	2014	Variation (%)
<b>Bovins</b>	101 566	98 697	-2,80%
<b>Ovins</b>	486 305	357 269	-26,50%
<b>Caprins</b>	140 473	205 209	-46%
<b>Porcins</b>	3 615	4 533	25%
<b>Equins</b>	600	691	15%
<b>Asins</b>	1 117	1 224	9,60%
<b>Camelins</b>	11	42	282%

Source : ANDS / DIREL/ SOGAS



## PECHE

**A**u quatrième trimestre 2014, l'activité de pêche a poursuivi sa baisse (-11,7%), en variation trimestrielle, après la contreperformance (-46%) réalisée au troisième trimestre de l'année. Ce fléchissement traduit les contractions respectives des débarquements de la pêche artisanale (-5,8%) et industrielle (-29,8%). Le repli de la pêche artisanale s'explique principalement par la baisse des débarquements dans la région de Thiès (-11,1%) atténuée par les bonnes performances enregistrées à Saint-Louis (+30,3%), en liaison avec la signature des licences de pêche durant le mois de décembre 2014. Sur une base annuelle, l'activité de pêche a baissé de 10,7%, au quatrième trimestre 2014. Cette situation

s'explique par un fléchissement de 15,9% des prises de la pêche artisanale, notamment dans la région de Thiès (-32,9%), contrebalancé par une amélioration des captures de la pêche industrielle (+20,2%).

Une contraction de 3,7% de la pêche est également observée en cumul sur l'année 2014, attribuable aux débarquements de la pêche artisanale (-6,6%), la pêche industrielle s'étant bien comportée (+14,2%) sur la période. Au niveau artisanal, la baisse des captures a été principalement notée dans les régions de Thiès (-7,7%) et de Saint-Louis (-18,3%) où une mer trop agitée, durant l'année 2014, a freiné les sorties des pêcheurs.



## TOURISME

Le **tourisme est un sous-secteur** clé de l'économie sénégalaise qui contribue de façon significative à l'apport en devises, à la promotion de l'emploi et au développement local. Il constitue un axe fort de développement dans le Plan Sénégal Emergent.

Dans le domaine du tourisme, l'objectif principal du Gouvernement et du secteur privé est de mettre en œuvre des activités touristiques à forte valeur ajoutée, saines et responsables, maîtrisées et profitables à l'économie nationale et au bien-être des populations.

2014 aura été une année difficile pour l'activité touristique (coût élevé de la destination, virus Ebola et instauration du visa d'entrée) mais les récentes mesures prises (suppression du visa d'entrée, baisse de la TVA, maintien de l'Agence pour la promotion du tourisme) ou en cours de mise en œuvre (fonds touristique de 5 milliards FCFA) pourraient contribuer à une relance forte et durable du sous-secteur.

### Nombre de passagers enregistrés à l'aéroport Léopold Sédar Senghor (LSS)

	2013	2014	Variation 2014/2013 (%)
<b>Départs</b>	889 020	903 894	1,7%
<b>Arrivées</b>	875 896	878 237	0,3%
<b>En transit</b>	176 670	190 797	8%
Total Passagers (en nombre)	1 941 586	1 972 928	1,6%

Source : BCEAO ([www.bceao.int](http://www.bceao.int))

Note de conjoncture Sénégal 2013: Décembre 2014

Rapport annuel 2014 de la Commission sur l'Union

Direction de l'Agriculture, Direction de l'Elevage, Direction des Pêches Maritimes.

Ministère de l'Economie des Finances et du Plan (DPEE/ANSD/MEFP) ([www.finances.gouv.sn](http://www.finances.gouv.sn) ; [www.ansd.sn](http://www.ansd.sn) ; [www.dpee.sn](http://www.dpee.sn)).





# 2. ACTIVITE BANCAIRE



## 2. ACTIVITE BANCAIRE

L'exercice 2014 a été caractérisé par une consolidation de nos activités dans un contexte de crise économique mondiale dont les effets négatifs sur les pays en développement continuent à se faire sentir.

Pour faire face à la crise et relancer son économie, le gouvernement du Sénégal a initié un ambitieux programme socio-économique appelé « Plan Sénégal Emergent » qui vise à faire du Sénégal un pays émergent à l'horizon 2035. L'agriculture représente un axe stratégique majeur, en droite ligne du potentiel énorme qu'elle engendre au travers des productions agricoles et animales.

Dans ce cadre, l'Etat, à travers la MAER a continué à apporter un soutien important en termes de subventions avec une enveloppe globale de 89,678 milliards fCFA contre 46,075 milliards fCFA l'année précédente pour un bon approvisionnement en intrants agricoles en faveur des producteurs. L'objectif poursuivi est d'assurer la mobilisation massive des acteurs du secteur tout en leur assurant un correct accès aux facteurs de production.

**L'hivernage 2014/2015** a été caractérisé par une installation tardive de la saison des pluies, combinée à des pauses pluviométriques. Les prévisions saisonnières pluviométriques élaborées et diffusées par le Programme de prévision saisonnière en Afrique de l'Ouest (PRESAO) au mois de mai avaient annoncé un hivernage à tendance normale à déficitaire avec une installation tardive des pluies.

Cette situation s'est confirmée avec l'installation très hétérogène de la saison des pluies. En effet, on a observé à l'exception de Linguère et de Ranérou des retards d'un peu plus d'un mois dans le Nord, le Centre et l'Ouest. Par contre, une installation précoce de l'hivernage a été notée dans les régions de l'Est et du Sud.

Au cours de la campagne 2014/2015, les principaux ravageurs signalés ont été les oiseaux granivores, les chenilles poilues, les sauteriaux arboricoles, les iules et les méloïdés. Le niébé, l'arachide, le mil, le sorgho, le riz et le maïs ont été les principales cultures affectées. D'une manière générale, la **situation phytosanitaire** a été bien maîtrisée par la Direction de la Protection des végétaux (DPV) avec l'appui des Comités de Lutte villageois (CLV).

**En interne**, la banque s'est résolument engagée dans la prise en charge des besoins de financement induits par le soutien du gouvernement aux sous-secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Par ailleurs, elle a poursuivi la mise en œuvre de son plan stratégique. Dans ce contexte, nous avons été fortement sollicités concernant les emplois liés aux achats des intrants et matériels agricoles et nous nous sommes aussi consacrés à la consolidation des activités d'intermédiation de distribution des produits et services bancaires.

A cet égard, nos activités d'emplois et de collecte de ressources ont été orientées vers les marchés traditionnels qui se sont bien comportés par rapport à l'année précédente, grâce aux opportunités nées des programmes de relance

des filières agricoles et la volonté des autorités publiques de moderniser l'agriculture. Ainsi, nous avons saisi toutes les niches existantes pour développer des activités de crédit liées au financement de la production agricole,

la collecte des produits agricoles locaux tout en confortant nos parts dans les marchés des particuliers, des professions libérales et des PME/PMI.

## 2.1. MOBILISATION DES RESSOURCES

Le total des ressources collectées s'établit à 157 472 fCFA millions au 31 décembre 2014 contre 122 030 millions fCFA à la même date l'exercice précédent et pour un objectif de 130 932 millions fCFA au budget, soit un taux de réalisation de 120%.

Les parts respectives des dépôts clientèle et des ressources sur lignes de crédit extérieures sont de 98% (154 405 millions fCFA) et 2% (3 067 millions fCFA). Ces ratios ont légèrement évolué en 2014. En effet, ils se situaient respectivement à 97% et 3% au 31 décembre 2013.

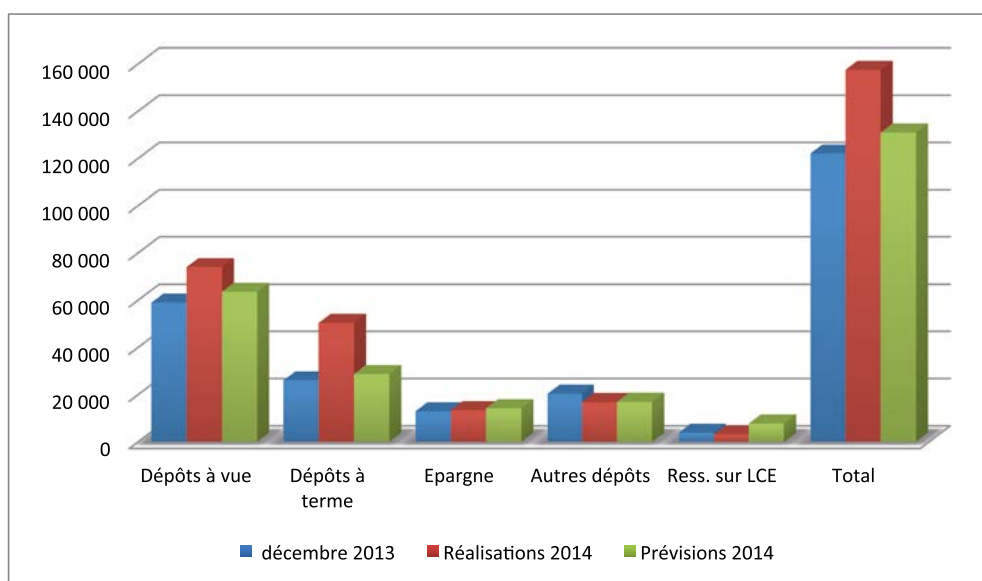
La part de marché de la CNCAS sur la place a connu une hausse avec 4,85% à fin 2014 contre 4,41% au 31 décembre 2013 en valeur relative. Malgré une concurrence ardue la CNCAS continue d'occuper une position appréciable en se situant à la septième place sur la liste des vingt banques répertoriées sur la place à fin décembre 2014. En effet, l'intensification de l'effort de collecte dans tous les compartiments du marché des ressources a permis d'accroître notre encours de dépôt global de 29% par rapport à l'année précédente.

Le tableau qui suit indique l'évolution de notre position sur le marché par rapport à l'ensemble du système bancaire de la place.



## TABLEAU DES RESSOURCES

ANNEES	2013			2014				
	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
<b>Autres agents économiques</b>	118 249	96,90%	4,27%	154 404	98,05%	4,76%	3 245 527	100,00%
Dépôts à vue	58 943	49,85%	3,89%	73 968	47,91%	4,56%	1 621 990	49,98%
Dépôts à terme	26 013	22,00%	4,16%	50 334	32,60%	5,49%	917 348	28,26%
Epargne	12 937	10,94%	2,63%	13 324	8,63%	2,48%	536 183	16,52%
Autres dépôts	20 356	17,21%	14,91%	16 778	10,87%	9,87%	170 006	5,24%
<b>Ress. lignes de crédit extérieures</b>	3 781	3,10%	ND	3 067	1,95%	ND	0	0,00%
<b>Total</b>	<b>122 030</b>	<b>100,00%</b>	<b>4,41%</b>	<b>157 471</b>	<b>100,00%</b>	<b>4,85%</b>	<b>3 245 527</b>	<b>100,00%</b>



### 2.1.1. Ressources clientèle

Elles se chiffrent à 154 405 millions fCFA au 31 décembre 2014 contre 118 249 millions fCFA au 31 décembre 2013, soit une hausse de 36 156 millions fCFA en valeur absolue et 31% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 123 190 millions fCFA, le taux de réalisation se situe à 125%.

Pour ce qui concerne la structure des ressources, l'évolution des dépôts stables reste favorable par rapport à l'exercice précédent. En effet, les ressources stables (DAT, CSL et Dépôts de garantie) représentent 52% au 31 décembre 2014 contre 50% au 31 décembre 2013.

L'augmentation de la part relative des ressources stables reste un objectif même si des contraintes existent, notamment les coûts élevés pour capter les ressources provenant des institutionnelles. Néanmoins, pour maîtriser le coût moyen de la ressource, nous orientons nos efforts de collecte vers notre clientèle traditionnelle.

Le graphique suivant permet d'apprécier le niveau des réalisations au 31 décembre 2014, tant par rapport au niveau atteint à la même période de l'année dernière que, par rapport aux prévisions du budget 2014.

## EVOLUTION COLLECTE CLIENTELE

### - dépôts à vue

Au 31 décembre 2014, les dépôts à vue (DAV) s'élèvent à 73 968 millions fCFA pour des prévisions au budget de 63 485 millions fCFA et contre des réalisations de 58 943 millions fCFA au 31 décembre 2013.

### - dépôts à terme

Les dépôts à terme, s'élèvent à 50 334 millions fCFA au 31 décembre 2014, par rapport à des prévisions au budget de 28 664 millions fCFA et contre des réalisations de 26 013 millions fCFA au 31 décembre 2013.

### - comptes d'épargne

Cette rubrique comprend les comptes d'épargne individuels et collectifs et les capitaux sociaux

des entités collectives. L'encours de cette catégorie de dépôts s'élève à 13 324 millions fCFA au 31 décembre 2014, contre 12 937 millions fCFA au 31 décembre 2013 et des prévisions au budget de 14 139 millions fCFA.

### - autres dépôts

Cette rubrique intègre l'autofinancement déposé sous forme d'épargne bloquée par les emprunteurs (bénéficiaires de crédits à la production essentiellement), les dépôts constitués pour certains dossiers et divers dépôts reçus de la clientèle. L'encours desdits dépôts s'élève à 16 778 millions fCFA au 31 décembre 2014, contre 20 356 millions fCFA au 31 décembre 2013 et des prévisions au budget de 16 902 millions fCFA.



### 2.1.2. Ressources sur lignes de crédit extérieures et autres ressources affectées (tableau 4).

Cette rubrique comprend les lignes de crédit extérieures rétrocédées ainsi que les ressources tirées des refinancements auprès des partenaires projets et d'institutions spécialisées comme le PLASEPRI. Au 31 décembre 2014, l'encours de ces ressources s'établit à 3 067 millions fCFA,

contre 3 781 millions fCFA d'encours au 31 décembre 2013. Nous sommes dans l'attente du dernier décaissement de 800 millions fCFA sur la ligne BOAD, ce qui augmenterait l'encours de ces ressources.

### 2.1.3. Marché Monétaire

Pour couvrir nos besoins en trésorerie, nous avons eu recours au marché monétaire durant l'exercice écoulé et notamment pendant les périodes de pointe du financement des

intrants agricoles et des campagnes de commercialisation des grands produits agricoles (arachides, coton et riz).

## 2.2. EMPLOI DES RESSOURCES

### 2.2.1. Opérations de crédit

#### 2.2.1.1. Crédit de campagne (tableau 3)

Comme pour l'année 2013, nous n'avons pas d'encours sur cette rubrique au 31 décembre 2014.

En réalité, la ligne de financement de 3 500 millions fCFA octroyée au Complexe Agro-industriel de Touba (CAIT) pour la campagne de collecte arachidière 2013/2014 aurait dû être comptabilisée sur cette rubrique.

#### 2.2.1.2 Crédits ordinaires (tableau 3)

Les encours cumulés se situent à 96 259 millions fCFA contre 101 393 millions fCFA au 31 décembre 2013. Ce repli de 5% en valeur

relative est principalement dû à la baisse des encours à court et moyen terme qui ont chuté respectivement de 6,5% et 8%.

#### 2.2.1.3. Comptes ordinaires débiteurs (tableau 2)

Les encours débiteurs ont bien progressé, passant de 42 257 millions fCFA au 31

décembre 2013 à 73 092 millions fCFA au 31 décembre 2014, soit une hausse de 30 835 millions fCFA.

Le tableau et le graphique suivants donnent, respectivement, les éléments chiffrés et une visualisation de la situation des dossiers traités au cours de l'exercice 2014.

### TRAITEMENT DOSSIERS DE CREDIT - EXERCICE 2014

Types	Exercice 2014				Exercice 2013		Accords réalisés (M° FCFA)	Taux d'accord (%)
	Demandes reçues		Accords réalisés (M° FCFA)	Taux d'accord (%)	Demande reçues			
	Nbre	M° FCFA			Nbre	M° FCFA		
<b>Campagne (GPAL)</b>	1	4 000	3 500	88%	1	7 000	7 000	100%
Crédits adossés FPA	3 326	21 535	19 300	90%	2 180	14 500	12 910	89%
Divers secteur primaire	24 300	70 670	60 250	85%	2 020	74 800	62 900	84%
Secteurs non agricoles	15 520	47 650	30 400	64%	16 000	45 900	25 600	56%
Particuliers	15 618	16 850	15 300	91%	15 000	10 800	10 345	96%
<b>Total</b>	<b>58 765</b>	<b>160 705</b>	<b>128 750</b>	<b>80%</b>	<b>35 201</b>	<b>153 000</b>	<b>118 755</b>	<b>78%</b>

#### 2.2.1.4. Créances impayées (tableau 3)

Elles sont passées de 13 834 millions fCFA au 31 décembre 2013 à 30 511 millions fCFA au 31 décembre 2014. Cette rubrique enregistre

une hausse en valeur absolue de 16 677 millions fCFA, du fait notamment des retards de remboursements importants enregistrés sur les crédits octroyés aux opérateurs intrants.

#### 2.2.1.5. Créances douteuses et litigieuses (tableau 3)

Le montant des douteux litigieux nets a augmenté en passant de 2 351 millions fCFA au 31 décembre 2013 à 5 535 millions fCFA au 31 décembre 2014, soit 3 184 millions fCFA de plus en valeur absolue. Cette évolution est la conséquence immédiate de l'accroissement des encours impayés, particulièrement ceux liés aux programmes de financement d'appui et de soutien à la production agricole. Et le non enregistrement effectif des montants attendus au titre du désendettement de l'Etat a induit, par effet contagion, un déclassement des encours sains mis en place en Zone rizicole Nord lors

de la mise en place des crédits de l'hivernage 2014/2015.

Un effort important de provisionnement des risques pour un montant de 5 617 millions fCFA (contre 3 700 millions fCFA l'exercice précédent), a été enregistré. Au total, les créances impayées, douteuses et litigieuses brutes (64 529 millions fCFA) sont couvertes à hauteur de 44% par les provisions constituées (28 483 millions fCFA). Cette couverture passe à 69% en intégrant les fonds de garantie affectés (16 138 millions fCFA).

### 2.2.1.6. Encours global

Au 31 décembre 2014, l'encours global des opérations de crédit à la clientèle est de 205 396 millions fCFA, soit une hausse de 29%, comparé à l'encours au 31 décembre 2013 (159 836 millions fCFA). Par rapport au budget (168 433 millions), les réalisations se situent à 122%.

La part de marché de la CNCAS sur la place à fin 2014 (7,3%) est en progression, comparée à la situation de l'année dernière (6,3%). En effet, les engagements de la banque ont crû en valeur absolue de 45 562 millions fCFA, soit 29% en valeur relative. Au même moment, les engagements du système bancaire ont crû de 11%, passant de 2 542 509 millions fCFA en décembre 2013 à 2 824 374 millions fCFA en décembre 2014.

Le financement de la production agricole en 2014/2015 a atteint 17 947 millions fCFA, contre 12 644 millions fCFA en 2013/2014, soit une hausse 42% en valeur relative, du fait des mesures importantes prises par l'Etat (programme de désendettement des producteurs) pour soutenir la production des céréales et notamment celle du riz local en vue d'atteindre l'autosuffisance à l'horizon 2017. Par ailleurs, la mise en place par la banque de ressources dédiées à l'équipement en matériels agricoles des producteurs grâce au partenariat fécond avec la BOAD a beaucoup motivé les organisations des producteurs comme le CNCFTI.

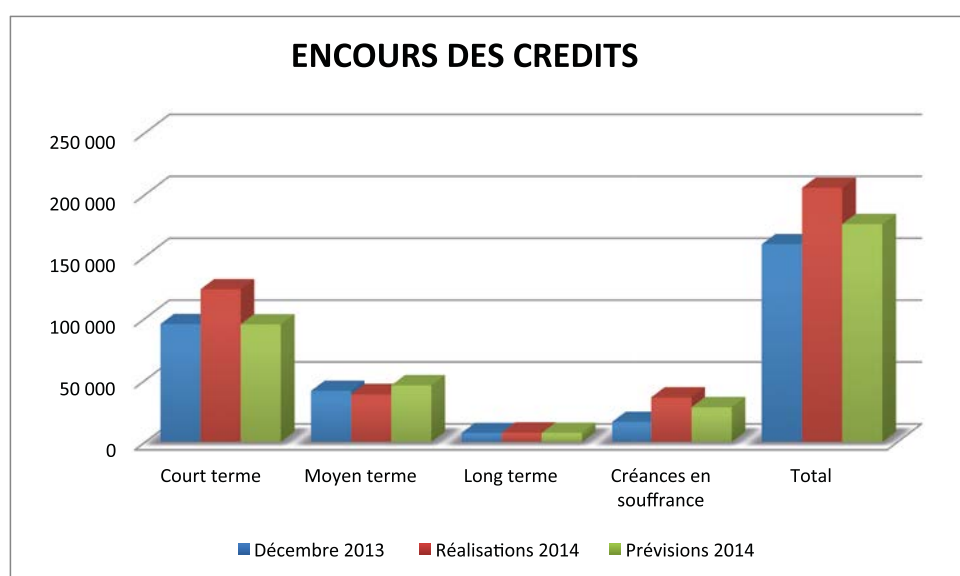
Le tableau ci-après donne des indications sur notre position relative sur le marché.

### Tableau des emplois

ANNEES	2013			2014				
	CNCAS			CNCAS			Toutes banques	
Type emprunteur	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure	Part (%)	Montant	Structure
<b>Crédit à la clientèle</b>	159 836	100,00%	6,29%	205 396	100,00%	7,27%	2 824 374	100,00%
<b>Crédit à Court terme</b>	95 237	59,58%	7,88%	123 357	60,06%	9,22%	1 338 401	47,39%
<b>Crédit à Moyen terme</b>	41 230	25,80%	4,34%	38 502	18,75%	3,70%	1 040 165	36,83%
<b>Crédit à Long terme</b>	7 184	4,49%	4,21%	7 491	3,65%	3,71%	202 071	7,15%
<b>Créances en souffrance</b>	16 185	10,13%	7,59%	36 046	17,55%	14,79%	243 737	8,63%
<b>Total</b>	<b>159 836</b>	<b>100,00%</b>	<b>6,29%</b>	<b>205 396</b>	<b>100,00%</b>	<b>7,27%</b>	<b>2 824 374</b>	<b>100,00%</b>



Le graphique qui suit met en évidence les réalisations obtenues par rapport aux prévisions budgétaires et par rapport aux réalisations de l'exercice antérieur.



## 2.2.2. Autres emplois

### 2.2.2.1. Portefeuille titres

L'encours global des titres au 31 décembre 2013 est de 3 754 millions fCFA contre 5 794 millions fCFA au 31 décembre 2013, soit une baisse de 2 040 millions fCFA, du fait

des remboursements enregistrés sur les Bons et Obligations du Trésor Sénégal (- 2 040 millions).

L'encours au 31 décembre 2014 est ainsi décomposé :

<b>Obligations Trésor SN</b>	895 millions fCFA
<b>Obligations Trésor CI 10/17</b>	286 millions fCFA
<b>Obligations Trésor SN 03/2013</b>	823 millions fCFA
<b>Bons BOAD 10/17</b>	750 millions fCFA
<b>Bons BOAD 09/16</b>	1 000 millions fCFA
	<b>3 754 millions fCFA</b>

### 2.2.2.2. Encaisse et comptes bancaires

Ce poste comprend nos encaisses, les soldes de nos comptes auprès de la BCEAO et de nos correspondants bancaires. Il se chiffre à 11 516 millions fCFA au 31 décembre 2014

contre 15 492 millions fCFA au 31 décembre 2013, soit une baisse en valeur absolue de 3 976 millions fCFA.

### 2.2.2.3. Activités de transfert d'argent

Le partenariat avec les opérateurs de transfert d'argent s'est poursuivi et porte aujourd'hui sur cinq produits : Wari, Joni Joni, Money gram, Ria et Western Union.

2014 contre 887,2 millions de FCFA l'année précédente, soit une baisse en valeur absolue de 45,4 millions de FCFA due à la baisse du volume d'activité Wari et à l'arrêt des opérations Western Union au cours de l'exercice.

L'activité de transfert d'argent a permis d'enregistrer 841,8 millions de FCFA en

## Moneygram

L'activité a enregistré une bonne croissance au cours de l'exercice 2014. Le montant des commissions perçues est passé à 260,8 millions de FCFA au 31 décembre 2014 contre 219,4 millions de FCFA l'année précédente, soit une progression de 19%. La baisse

constatée au cours de l'exercice précédent était essentiellement due aux effets négatifs de la crise économique qui a sévi dans les pays occidentaux émetteurs. La reprise économique qui a été notée dans ce pays a impacté favorablement sur l'activité.

### EVOLUTION DE L'ACTIVITE MONEYGRAM

ANNEES	Nombre d'Opérations	Réceptions (en millions frs CFA)	Paiements (en millions frs CFA)	Commissions (en millions frs CFA)
<b>2012</b>	220 932	26 474	3 101	249
<b>2013</b>	224 224	23 777	5 103	219
<b>2014</b>	284 159	19 909	10 376	261
<b>Variation 2014/2013 en (%)</b>	27%	-16%		-19%

## Western Union

Le géant mondial du transfert d'argent tarde toujours à démontrer sa suprématie dans notre réseau. L'activité a été suspendue en 2014 à la suite d'un piratage du système portant sur

les envois et qui avait impacté négativement sur le montant de nos remboursements. Des recherches ont été menées pour identifier les causes et sécuriser davantage le système.

## Wari

L'activité de transfert domestique Wari a connu un léger recul en 2014. Le montant des commissions réalisées est passé de 595 millions de FCFA en 2013 à 444 millions de FCFA en 2014, soit une baisse de 25%.

Cette contreperformance a été constatée malgré l'accroissement du nombre de points de

vente agréés par la CNCAS et les campagnes de promotion sur le service. Cette situation est due à une concurrence ardue sur l'activité Wari avec un accroissement fulgurant des points de distribution. Pour les perspectives de développement, l'opérateur maintient sa promesse de démarrer l'activité Wari au niveau de la sous-région en 2015.

### EVOLUTION DE L'ACTIVITE WARI

ANNEES	Nombre d'Opérations	Réceptions (en millions frs CFA)	Paiements (en millions frs CFA)	Commissions (en millions frs CFA)
<b>2012</b>	6 441 988	88 547	96 685	766
<b>2013</b>	5 501 878	69 324	70 712	595
<b>2014</b>	7 653 768	98 923	95 031	444
<b>Variation</b>	39%	43%	27%	-25%



## RIA

L'activité Ria n'a pas connu une évolution significative en 2014. En effet, le montant des commissions perçues est passé de 33,973 millions de FCFA en 2013 à 33,922 millions de FCFA en 2014, soit une légère baisse en valeur absolue. Cette stabilité relative des

recettes est due à l'insuffisance de promotion notée sur le produit et aux lenteurs dans la validation des agréments accordés à nos distributeurs. Heureusement, l'opérateur a promis de faire des efforts dans ce sens.

### EVOLUTION DE L'ACTIVITE RIA

ANNEES	Nombre d'Opérations	Réceptions (en millions frs CFA)	Paiements (en millions frs CFA)	Commissions (en millions frs CFA)
2012	32 301	5 283	0	46
2013	24 056	3 928	0	34
2014	33 284	5 177	88 220	34

## JONI-JONI

L'activité de transfert domestique Joni Joni a été lancée en mars 2013. Au 31 décembre 2013 l'activité a permis d'engranger 26,3 millions de FCFA de commissions. Ce montant a été porté à 103,2 millions en 2014. Compte tenu de

ce haut potentiel, des actions importantes sont envisagées au cours de l'exercice 2015 pour le développement du réseau et la promotion du produit.

### EVOLUTION DE L'ACTIVITE JONI-JONI

ANNEES	Nombre d'Opérations	Réceptions (en millions frs CFA)	Paiements (en millions frs CFA)	Commissions (en millions frs CFA)
2013	246 060	3 425	5 441	26
2014	1 584 464	19 479	27 235	103

#### 2.2.2.4 Investissements

Les valeurs immobilisées nettes passent de 6 171 millions fCFA au 31 décembre 2013 à 7 054 millions fCFA au 31 décembre 2014, soit une hausse de 14% en valeur relative.

Cette évolution traduit une volonté de maîtrise des immobilisations et de meilleure rationalisation des dépenses d'investissement.

# 3. RAPPORT FINANCIER



## 3. RAPPORT FINANCIER

**A**u terme de l'exercice clos au 31 décembre 2014, le total bilan de la Banque s'est établi à 233 517 millions de FCFA contre 195 416 millions de FCFA en 2013 soit une hausse de 20% imputable à l'accroissement de nos interventions.

Au plan de la rentabilité, le produit net bancaire a connu une bonne progression de l'ordre de

### 3.1. COMPTE DE RESULTAT (tableaux 1-2-5-6)

#### 3.1.1. CHARGES

Au 31 décembre 2014 les charges s'élèvent à 24 243 millions de FCFA contre 19 507

10% en passant de 13 462 millions de FCFA à 14 806 millions de FCFA soit une hausse de 1 345 millions de FCFA en valeur absolue.

Le résultat net arrêté à 687 millions de FCFA contre 1 347 millions de FCFA au 31 décembre 2013 a connu une baisse de 49 % du fait notamment de l'impact des provisions constituées pour un montant de 5 617 millions de FCFA.

millions de FCFA en 2013, soit une hausse de 24% en valeur relative.

#### 3.1.1.1. Charges d'exploitation bancaire

De 6 438 millions FCFA au 31 décembre 2013 elles passent à 7 489 millions FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 16%.

Les charges d'exploitation bancaire sont ainsi décomposées :

- charges sur opérations de trésorerie	874 887 731 FCFA
- charges sur opérations avec la clientèle	2 804 808 793 FCFA
- charges sur prestations de services	3 809 291 787 FCFA

Les prévisions de charges d'exploitation bancaire se chiffrent à 7 217 millions FCFA soit un taux de réalisation de 104 %.

#### 3.1.1.2. Charges générales d'exploitation

Elles ont connu une hausse de 548 millions FCFA en passant de 7 289 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 7 837 millions FCFA au 31 décembre 2014 soit une progression de 8% en valeur relative. Par rapport aux prévisions budgétaires de 7 103 millions FCFA, le taux d'exécution s'établit à 110%.

### Frais de personnel

Ils sont composés des salaires et des charges patronales.

Ils s'élèvent à 3 973 millions FCFA au 31 décembre 2014, contre 3 604 millions FCFA au 31 décembre 2013 soit une hausse de 370 millions FCFA en valeur absolue.

## Impôts et taxes

Ils ont connu une légère hausse de 14 millions FCFA, passant de 141 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 155 millions FCFA au 31 décembre 2014.

## Autres charges externes

Elles ressortent à 3 708 millions FCFA au 31 décembre 2014 contre 3 544 millions FCFA au 31 décembre 2013 ; soit une hausse de 5% en valeur relative.

### 3.1.1.3. Autres postes

Ils comprennent :

- les dotations aux amortissements qui se sont chiffrés à 941 millions de FCFA
- les dotations aux provisions pour un montant de 5 617 millions de FCFA au 31 décembre 2014 contre 3 700 millions FCFA au 31 décembre 2013 soit une hausse de 52% en valeur relative.
- Les charges et pertes exceptionnelles qui sont passées de 608 millions de FCFA au 31 décembre 2013 à 1 869 millions de FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 1 262 millions de FCFA.

### 3.1.2. PRODUITS

Ils passent de 20 854 millions de FCFA au 31 décembre 2013 à 24 930 millions de FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 4 076 millions de FCFA en valeur absolue et 20% en valeur relative.

Par rapport aux prévisions de produits de 21 539 millions de FCFA, le taux de réalisation s'est situé à 116%.

#### 3.1.2.1. Produits d'exploitation bancaire

De 19 900 millions de FCFA au 31 décembre 2013 ils passent à 22 296 millions de FCFA

au 31 décembre 2014 soit une hausse de 2 396 millions FCFA en valeur absolue et 12% en valeur relative. Ils se décomposent ainsi :

<b>Produits sur opérations de trésorerie</b>	2 475 351 FCFA
<b>Produits sur crédit de campagne</b>	6 692 839 FCFA
<b>Produits sur crédits ordinaires</b>	11 477 495 322 FCFA
<b>Commissions</b>	8 841 208 854 FCFA
<b>Produits sur opérations sur titres</b>	249 473 623 FCFA
<b>Produits divers d'exploitation</b>	1 718 369 589 FCFA

## Produits sur opérations de trésorerie

Ils ont connu une baisse de 50% par rapport à 2013 passant de 4 millions de FCFA à 2 millions de FCFA.

## Produits sur crédits de campagne

Les produits sur les crédits de campagne sont passés de 53 millions de FCFA au 31 décembre 2013 à 7 millions de FCFA au 31 décembre 2014 soit une baisse de 46 millions de FCFA.

## Intérêts sur crédits ordinaires

Ils passent de 10 258 millions FCFA en 2013 à 11 477 millions FCFA en 2014 soit une hausse de 1 219 millions FCFA en valeur absolue et 12% en valeur relative.

## Commissions

Les commissions perçues dans le cadre des opérations de services à la clientèle (virements locaux, opérations avec l'étranger ; paiements Moneygram, paiements WARI, encaissements de valeurs, la monétique) ont connu une hausse de 1 083 millions FCFA passant 7 661 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 8 744 millions FCFA au 31 décembre 2014.

## Produits sur opérations sur titres

Ils ont connu une baisse de 53 millions FCFA passant de 302 millions FCFA à 249 millions FCFA.

## Produits divers d'exploitation

Ils sont passés de 1 563 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 1 718 millions FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 155 millions FCFA en valeur absolue et 10% en valeur relative.



## Produit Net Bancaire

Il passe de 13 462 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 14 807 millions FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 1 345 millions FCFA en valeur absolue.

En comparaison aux prévisions budgétaires de 13 822 millions FCFA le taux de réalisation se situe 107 %.

### 3.1.2.2. Autres produits

Ils comprennent :

- les reprises sur provisions qui passent de 749 millions de FCFA au 31 décembre 2013 à 1 702 millions FCFA au 31 décembre 2014 sont ainsi réparties :

- Les reprises de provisions sur créances douteuses et litigieuses pour 1 191 millions FCFA ;

- Les reprises de provisions sur créances purgées pour 83 millions FCFA ;
- Les reprises de provisions pour risques et charges pour 427 millions FCFA.

- les produits et profits exceptionnels sont passés de 205 millions FCFA en 2013 à 932 millions de FCFA en 2014.

### 3.1.3. RESULTATS

Le résultat net de l'exercice 2014 s'est établi à 687 millions FCFA (après prélèvement d'un impôt sur les sociétés de 490 millions FCFA) contre 1 347 millions FCFA au 31 décembre 2013.

## 3.2. BILAN (tableaux 3-4)

### 3.2.1. ACTIF DU BILAN

## Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une baisse de 3 976 millions FCFA passant de 15 492 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 11 516 millions FCFA au 31 décembre 2014.

## Opérations avec la clientèle

Elles passent de 159 836 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 205 397 millions FCFA au 31 décembre 2014 soit une hausse de 45 561 millions FCFA en valeur absolue et 29% en valeur relative.

## Portefeuille de titres

Il connaît une baisse de 2 040 millions FCFA passant de 5 794 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 3 754 millions FCFA au 31 décembre 2014.

### 3.2.2. PASSIF DU BILAN

Le résultat net de l'exercice 2014 s'est établi à 687 millions FCFA (après prélèvement d'un impôt sur les sociétés de 490 millions FCFA) contre 1 347 millions FCFA au 31 décembre 2013.

#### Opérations de trésorerie

Ce poste a connu une hausse de 124 millions FCFA passant de 24 653 millions FCFA au 31 décembre 2013 à 24 777 millions FCFA au 31 décembre 2014.

#### Opérations avec la clientèle

Elles ont connu une hausse de 35 442 millions de FCFA passant de 122 030 millions de FCFA au 31 décembre 2013 à 157 472 millions de FCFA au 31 décembre 2014.

#### Fonds propres et assimilés

Ils se chiffrent (avant intégration du résultat) à 35 248 millions FCFA au 31 décembre 2014 contre 31 662 millions FCFA au 31 décembre 2013.

### 3.3. RATIOS PRUDENTIELS (tableau 7)

**Les fonds propres effectifs :** pour un minimum requis de 1 000 millions FCFA les fonds propres effectifs se chiffrent à 34 569 millions de FCFA (avant intégration du résultat) au 31 décembre 2014.

**Les fonds propres sur risques :** ce ratio compare les fonds propres effectifs de la banque au numérateur, et au dénominateur les risques au bilan et hors bilan selon certains coefficients. Pour un minimum requis de 8 %, ce ratio se situe à 15,82 %

**Contrôle des crédits au personnel, dirigeants et contrôleurs :** le montant global des concours pouvant être consenti aux personnes participant à la direction, à l'administration, au contrôle et

au fonctionnement, ne doit pas dépasser 20% des fonds propres effectifs.

Le ratio est à 13,50 %.

**Le ratio de liquidité :** ce ratio est destiné à mesurer le niveau de liquidité en comparant les avoirs et les créances à vue ou à moins de trois mois, à l'ensemble des engagements à moins de trois mois.

Pour un minimum de 75%, il est à 53,02 %.

**Couverture des emplois à M.L.T par les ressources stables :** ce ratio a pour objectif de mesurer la transformation des ressources opérée par la banque. Le niveau de transformation toléré est de 50% des ressources à Court Terme en emplois à Long Terme et donc le taux minimal de couverture admis est de 50 %. Il est à 149,70 %.

## TABLEAU 1

## COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2014

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANTS
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>7 488 988 311</b>	<b>Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>22 295 715 578</b>
Charges sur opérations de trésorerie	862 935 468	Produits sur opérations de trésorerie	2 475 351
Charges sur opérations avec la clientèle	2 804 808 793	Produits sur opérations avec la clientèle	20 325 397 015
Charges sur opérations de change	11 952 263	dont Produits sur crédits de campagne	6 692 839
Charges sur prestations de service	3 809 291 787	Produits sur crédits ordinaires	11 477 495 322
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>7 836 808 779</b>	<b>Commissions</b>	<b>8 841 208 854</b>
Frais de personnel	3 973 423 595	Commissions diverses	8 744 139 070
Impôts et taxes	155 397 530	Commis <sup>o</sup> sur opérations de change	97 069 784
Autres charges externes	3 707 987 654	Commis <sup>o</sup> sur opérations de Travellers	0
		Produits sur opérations sur titres	249 473 623
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>940 525 946</b>	<b>Produits divers d'exploitation</b>	<b>1 718 369 589</b>
		Produits généraux d'exploitation	0
<b>Dot. aux provisions créances dout.</b>	<b>5 289 996 282</b>	<b>Subvention d'exploitation</b>	
Dot. aux provisions risques et charges	226 737 083	Reprise prov. Creances purgées	83 415 700
Dot. aux provisions sur Titres	100 000 000	Reprise prov. Risques et Charges	427 097 357
Charges et pertes exceptionnelles	1 869 417 736	Reprises de provisions dout. Litig.	1 191 407 955
Résultat provisoire	1 177 426 105	Produits et profits exceptionnels	932 263 653
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>490 153 526</b>		
<b>Résultat net</b>	<b>687 272 579</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>24 929 900 242</b>	<b>TOTAL</b>	<b>24 929 900 242</b>

## TABLEAU 2

### DECOMPOSITION DU RESULTAT AU 31 Décembre 2014

<b>Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>22 295 715 578</b>
dont produits s/opérations de trésorerie	2 475 351
Produits sur opérations avec la clientèle	20 325 397 015
Produits sur opérations sur titres	249 473 623
Autres produits d'exploitation bancaire	1 718 369 589

<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-7 488 988 311</b>
--	-----------------------

<b>Produit net bancaire</b>	<b>14 806 727 267</b>
Produits généraux d'exploitation	0
Charges générales d'exploitation	-7 836 808 779

<b>Résultat avant amortissements et provisions</b>	<b>6 969 918 488</b>
Dotations aux amortissements	-940 525 946

<b>Résultat avant provisions</b>	<b>6 029 392 542</b>
Reprises sur provisions	1 701 921 012
Dotations aux provisions	-5 616 733 365

<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 114 580 189</b>
Produits et profits exceptionnels	932 263 653
Charges et pertes exceptionnelles	-1 869 417 736

<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 177 426 105</b>
Impôt sur le bénéfice	-490 153 526

<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>687 272 579</b>
-------------------------------	--------------------

## TABLEAU 3

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

## ACTIF

ACTIF	ANNEXES	MONTANTS BRUTS	AMORT/PROV.	MONTANTS NETS
<b>Caisses et Banques</b>		<b>11 516 080 748</b>	<b>0</b>	<b>11 516 080 748</b>
Caisses billets et monnaies	A1	5 307 239 764		5 307 239 764
BCEAO Comptes courants	A1	1 184 993 188		1 184 993 188
Banques et Correspondants	A1	2 808 724 545		2 808 724 545
CCP	A1	25 271 653		25 271 653
Dépôts de Garantie	A1	2 189 851 598		2 189 851 598
<b>Opérations avec la clientèle</b>		<b>233 879 376 016</b>	<b>28 482 875 178</b>	<b>205 396 500 838</b>
Crédits de Campagne	A2	0		0
Crédits CT ordinaires	A2	48 785 010 622		48 785 010 622
Comptes ordinaires débiteurs	A2	73 092 237 622		73 092 237 622
Crédits MT	A2	37 622 766 837		37 622 766 837
Crédits LT	A2	7 426 657 129		7 426 657 129
Créances rattachées	A2	2 423 740 284		2 423 740 284
Impayés douteuses et litigieuses	A3	64 528 963 522	28 482 875 178	36 046 088 344
<b>Opérat° s/titres/opérat° diverses</b>		<b>10 613 765 693</b>	<b>1 063 531 762</b>	<b>9 550 233 931</b>
Titres de placement	A3	3 754 024 072		3 754 024 072
Débiteurs divers	A3	2 426 509 616	1 063 531 762	1 362 977 854
Chéqués et effets à l'encaissement	A4	88 000 000		88 000 000
Comptes d'ordre et divers	A4	4 345 232 005		4 345 232 005
<b>Valeurs immobilisées</b>		<b>17 350 921 275</b>	<b>10 296 416 214</b>	<b>7 054 505 061</b>
Titres de Participation	A4	383 904 818	102 904 818	281 000 000
Dépôts et cautionnements	A4	261 027 053		261 027 053
Immobilisations Hors exploitation		895 641 475		895 641 475
Immobilisations d'exploitation	A5	15 810 347 929	10 193 511 396	5 616 836 533
<b>TOTAL</b>		<b>273 360 143 732</b>	<b>39 842 823 154</b>	<b>233 517 320 578</b>

# TABLEAU 3 SUITE

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

## PASSIF

PASSIF	ANNEXES	MONTANTS BRUTS
<b>Opérations de trésorerie</b>		<b>24 777 400 236</b>
Banques et correspondants bancaires	A6	2 260 876 241
Dépôts à Terme	A6	2 521 523 995
Emprunts	A6	19 995 000 000
Autres sommes dues	A6	
<b>Opérations avec la clientèle</b>		<b>157 472 225 638</b>
Comptes ordinaires créditeurs	A6	73 968 145 969
Dépôts à terme	A6	50 334 374 677
Comptes d'épargne	A6	13 324 420 313
Dépôts de garantie	A6	10 610 963 578
Autres dépôts	A6	1 225 200 736
Emprunts à la clientèle	A6	3 067 424 047
Autres sommes dues à la clientèle	A6	3 944 899 846
Dettes rattachées	A6	996 796 472
<b>Opérations sur titres et opérations diverses</b>		<b>15 332 335 336</b>
Créditeurs divers	A7	2 731 615 047
Comptes d'ordres et divers	A7	12 600 720 289
<b>Provisions, fonds propres et assimilés</b>		<b>35 248 086 789</b>
Fonds de bonification	A8	289 986 479
Fonds de garantie	A8	16 134 018 221
Autres fonds affectés	A8	1 840 000 000
Provisions pour risques et charges	A8	207 554 389
Prime d'émission	A8	1 146 200 000
Réserves	A8	5 741 127 700
Capital	A8	9 889 200 000
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>687 272 579</b>
<b>TOTAL</b>		<b>233 517 320 578</b>
<b>HORS BILAN</b>		<b>35 248 086 789</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	A7	29 512 984 600
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	A8	18 398 647 089
ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	A9	15 430 242 349
OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A8	16 467 520 841

## TABLEAU 4

## ETAT COMPARATIF DES BILANS 13/14

## ACTIF

ACTIF	31/12/13 (1)	31/12/14 (2)	ECARTS (2-1)
<b>Caisses et Banques</b>	<b>15 491 976 601</b>	<b>11 516 080 748</b>	<b>-3 975 895 853</b>
Caisses billets et monnaies	4 930 102 709	5 307 239 764	377 137 055
BCEAO Comptes courants	8 208 513 707	1 184 993 188	-7 023 520 519
Banques et Correspondants	586 876 308	2 808 724 545	2 221 848 237
CCP	25 384 989	25 271 653	-113 336
Dépôts de Garantie	1 741 098 888	2 189 851 598	448 752 710
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>159 835 779 010</b>	<b>205 396 500 838</b>	<b>45 560 721 828</b>
Crédits de Campagne	0	0	0
Crédits CT ordinaires	52 188 841 916	48 785 010 622	-3 403 831 294
Comptes ordinaires débiteurs	42 257 141 606	73 092 237 622	30 835 096 016
Crédits MT	40 945 496 442	37 622 766 837	-3 322 729 605
Crédits LT	7 168 824 746	7 426 657 129	257 832 383
Créances rattachées	1 090 452 810	2 423 740 284	1 333 287 474
Impayés immobilisés	13 833 691 309	30 510 936 861	16 677 245 552
Créances douteuses et litigieuses	2 351 330 181	5 535 151 483	3 183 821 302
<b>Opérations s/titres et opérations diverses</b>	<b>13 917 497 357</b>	<b>9 550 233 931</b>	<b>-4 367 263 426</b>
Titres de placement	5 793 807 709	3 754 024 072	-2 039 783 637
Débiteurs divers	1 215 286 468	1 362 977 854	147 691 386
Chèques et effets à l'encaissement	470 000 000	88 000 000	-382 000 000
Comptes d'ordre et divers	6 438 403 180	4 345 232 005	-2 093 171 175
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>6 171 090 015</b>	<b>7 054 505 061</b>	<b>883 415 046</b>
Titres de Participation	381 000 000	281 000 000	-100 000 000
Dépôts et cautionnements	236 505 453	261 027 053	24 521 600
Immobilisations hors exploitation	0	895 641 475	895 641 475
Immobilisations d'exploitation	5 553 584 562	5 616 836 533	63 251 971
<b>TOTAL</b>	<b>195 416 342 983</b>	<b>233 517 320 578</b>	<b>38 100 977 595</b>

## TABLEAU 4 SUITE

### ETAT COMPARATIF DES BILANS 13/14

### PASSIF

PASSIF	31/12/13 (1)	31/12/14 (2)	ECARTS (2-1)
<b>Opérations de trésorerie</b>	<b>24 652 889 970</b>	<b>24 777 400 236</b>	<b>124 510 266</b>
Banques et correspondants	3 032 889 970	2 260 876 241	-772 013 729
Dépôts à terme	0	2 521 523 995	2 521 523 995
Emprunts	21 620 000 000	19 995 000 000	-1 625 000 000
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>122 030 282 923</b>	<b>157 472 225 638</b>	<b>35 441 942 715</b>
Comptes ordinaires créditeurs	58 943 278 158	73 968 145 969	15 024 867 811
Dépôts à terme	26 013 327 083	50 334 374 677	24 321 047 594
Comptes d'épargne	12 937 012 047	13 324 420 313	387 408 266
Dépôts de garantie	15 970 687 328	10 610 963 578	-5 359 723 750
Autres dépôts	2 099 223 219	1 225 200 736	-874 022 483
Emprunts à la clientèle	3 781 473 481	3 067 424 047	-714 049 434
Autres sommes dues à la clientèle	1 452 729 584	3 944 899 846	2 492 170 262
Dettes rattachées	832 552 023	996 796 472	164 244 449
<b>Opérations s/titres et opérations diverses</b>	<b>15 724 095 061</b>	<b>15 332 335 336</b>	<b>-391 759 725</b>
Créditeurs divers	3 074 588 962	2 731 615 047	-342 973 915
Comptes d'ordre et divers	12 649 506 099	12 600 720 289	-48 785 810
<b>Provisions, Fonds propres et assimilés</b>	<b>31 662 214 334</b>	<b>35 248 086 789</b>	<b>3 585 872 455</b>
Fonds de bonification	274 217 750	289 986 479	15 768 729
Fonds de garantie	13 276 954 468	16 134 018 221	2 857 063 753
Autres fonds affectés	1 840 000 000	1 840 000 000	0
Provisions p/ risques et charges	495 253 111	207 554 389	-287 698 722
Prime d'émission	1 146 200 000	1 146 200 000	0
Réserves	4 740 389 005	5 741 127 700	1 000 738 695
Capital	9 889 200 000	9 889 200 000	0
Résultat de l'exercice	1 346 860 695	687 272 579	-659 588 116
<b>TOTAL</b>	<b>195 416 342 983</b>	<b>233 517 320 578</b>	<b>38 100 977 595</b>



## TABLEAU 5

## ETAT COMPARATIF DES RESULTATS 2013/2014

CHARGES	31/12/13 (1)	31/12/14 (2)	ECARTS (2-1)
<b>Charges d'exploitation bancaire</b>	<b>6 437 715 103</b>	<b>7 488 988 311</b>	<b>1 051 273 208</b>
Charges s/opérations de trésorerie	1 180 249 597	874 887 731	-305 361 866
Charges s/opérations avec la clientèle	1 940 671 227	2 804 808 793	864 137 566
Charges s/prestation de service	3 316 794 279	3 809 291 787	492 497 508
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>7 289 280 659</b>	<b>7 836 808 779</b>	<b>547 528 120</b>
Frais de personnel	3 603 629 683	3 973 423 595	369 793 912
Impôts et taxes	141 491 219	155 397 530	13 906 311
Autres charges externes	3 544 159 757	3 707 987 654	163 827 897
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>851 996 785</b>	<b>940 525 946</b>	<b>88 529 161</b>
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>3 700 039 784</b>	<b>5 616 733 365</b>	<b>1 916 693 581</b>
<b>Charges et pertes exceptionnelles</b>	<b>607 622 347</b>	<b>1 869 417 736</b>	<b>1 261 795 389</b>
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>620 229 250</b>	<b>490 153 526</b>	<b>-130 075 724</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 346 860 695</b>	<b>687 272 579</b>	<b>-659 588 116</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20 853 744 623</b>	<b>24 929 900 242</b>	<b>4 076 155 619</b>

PRODUITS			
<b>Produits d'exploitation bancaire</b>	<b>19 899 752 484</b>	<b>22 295 715 578</b>	<b>2 395 963 094</b>
Produits s/opérations de trésorerie	3 614 028	2 475 351	-1 138 677
Produits s/opérations avec la clientèle	18 030 609 744	20 325 397 015	2 294 787 271
Produits s/crédit de campagne	52 610 037	6 692 839	-45 917 198
Produits s/crédits ordinaires	10 258 072 717	11 477 495 322	1 219 422 605
Commissions	7 719 926 990	8 841 208 854	1 121 281 864
Cions diverses	7 661 300 407	8 744 139 070	1 082 838 663
Cions s/opérations de change	58 626 583	97 069 784	38 443 201
Produits s/opérations sur titres	302 408 831	249 473 623	-52 935 208
Produits divers d'exploitation bancaire	1 563 119 881	1 718 369 589	155 249 708

<b>Reprises de provisions dout. Litig</b>	<b>569 240 801</b>	<b>1 191 407 955</b>	<b>622 167 154</b>
<b>Reprise prov créances purgées</b>	<b>180 000 000</b>	<b>83 415 700</b>	<b>-96 584 300</b>
<b>Reprise prov Risques et Charges</b>	<b>0</b>	<b>427 097 357</b>	
<b>Produits et profits exceptionnels</b>	<b>204 751 338</b>	<b>932 263 653</b>	<b>727 512 315</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20 853 744 623</b>	<b>24 929 900 242</b>	<b>4 076 155 619</b>

# TABLEAU 6

## EVOLUTION DU RESULTAT 2013/2014

	31/12/13 (1)	31/12/14 (2)	ECARTS (2-1)
Produits d'exploitation bancaires	19 899 752 484	22 295 715 578	2 395 963 094
Charges d'exploitation bancaires	-6 437 715 103	-7 488 988 311	1 051 273 208
<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 462 037 381</b>	<b>14 806 727 267</b>	<b>1 344 689 886</b>
Produits généraux d'exploitation		0	0
Charges générales d'exploitation	-7 289 280 659	-7 836 808 779	547 528 120
<b>Résultat avant amortissements &amp; provisions</b>	<b>6 172 756 722</b>	<b>6 969 918 488</b>	<b>797 161 766</b>
Dotations aux amortissements	-851 996 785	-940 525 946	88 529 161
Reprises sur provisions et sur amort.	569 240 801	510 513 057	-58 727 744
Reprise prov créances purgées	180 000 000	1 191 407 955	1 011 407 955
Dotations aux provisions	-3 700 039 784	-5 616 733 365	1 916 693 581
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 369 960 954</b>	<b>2 114 580 189</b>	<b>-255 380 765</b>
Produits et profits exceptionnels	204 751 338	932 263 653	727 512 315
Charges et pertes exceptionnelles	-607 622 347	-1 869 417 736	1 261 795 389
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 967 089 945</b>	<b>1 177 426 105</b>	<b>-789 663 840</b>
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>-620 229 250</b>	<b>-490 153 526</b>	<b>-130 075 724</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 346 860 695</b>	<b>687 272 579</b>	<b>-659 588 116</b>





**CREDIT AGRICOLE**

**Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal**

Place de l'Indépendance - Ex Immeuble Air Afrique

31-33, Rue Elhadji Amadou Assane NDOYE x Colbert DAKAR - Sénégal

**BP. :** 3890 Dakar › **Tél.:** (221) 33 839 36 36 › **Fax :** (221) 33 821 26 06